



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/ECE/1427
13 décembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Soixantième session
22-25 février 2005
(Point 11 de l'ordre du jour provisoire)

**APERÇU DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE
DE LA CEE EN 2004**

Note du Secrétaire exécutif

Résumé

La présente note donne un aperçu des activités de coopération technique menées en 2004 et de l'évolution récente des travaux des conseillers régionaux de la CEE, des projets de coopération technique exécutés au titre des fonds généraux ou locaux d'affectation spéciale, de la coopération de la CEE avec des groupements de pays et initiatives sous-régionaux ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales.

INTRODUCTION

1. La coopération technique est un outil important pour appuyer l'exécution des activités du programme de base de la CEE. Conduite conformément à la Stratégie en matière de coopération technique approuvée par la Commission à sa cinquante-neuvième session en février 2004, elle a pour objet d'aider les pays de la région à appliquer les normes et les règles convenues et à mettre en œuvre les recommandations et instruments juridiquement contraignants pertinents grâce au renforcement de leurs capacités institutionnelles et humaines et d'appuyer l'élaboration et l'application de politiques, réglementations et mesures nationales appropriées. Elle aide également les pays qui le souhaitent à examiner les questions transfrontières et sous-régionales d'intérêt commun qui relèvent du mandat et du programme de travail de la CEE.

2. Conformément à la Stratégie en matière de coopération technique, le Groupe de travail du secrétariat chargé de la coopération technique a été créé afin de promouvoir la coopération et des synergies entre les divisions et les secteurs d'activité; d'élaborer des propositions visant à faciliter et coordonner les activités de mobilisation de ressources financières; d'étudier les moyens de renforcer la coopération technique apportée aux groupements de pays et initiatives sous-régionaux avec lesquels la CEE collabore (IEC, SECI, Pacte de stabilité, CEI, CEMN, IFAS) et d'en accroître l'efficacité; de rationaliser et améliorer la procédure d'établissement de rapports, le suivi et l'évaluation; et d'échanger des informations sur les activités en cours, leur état d'avancement, les enseignements qui s'en dégagent et les bonnes pratiques. Le Groupe de travail chargé de la coopération technique s'est réuni trois fois en 2004. Deux numéros de la brochure intitulée «*UNECE Fundraising Framework*» ont été préparés et distribués aux États membres et aux donateurs potentiels. Des mesures ont également été prises pour améliorer la communication et l'interaction avec les États membres de la CEE au sujet des questions de coopération technique; on peut mentionner notamment l'organisation de séances d'information spéciales à l'intention du Groupe d'experts du programme de travail.

3. D'autres mesures visant à accroître l'efficacité globale des activités de coopération technique de la CEE et à permettre à celle-ci de contribuer davantage (parallèlement aux autres commissions régionales de l'ONU) à l'action menée à plus grande échelle par la communauté internationale pour aider les pays à atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment les Objectifs de développement du Millénaire (ODM), ont été prises dans le cadre de l'examen en cours de la coopération technique à l'ONU, qui s'inscrit dans la réforme globale de l'Organisation, ainsi que de l'examen triennal de 2004 des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

4. En 2004, les activités de coopération technique ont été exécutées par le personnel permanent de la CEE ainsi que par les conseillers régionaux. Comme les années précédentes, les services de coopération technique ont principalement pris la forme d'ateliers de renforcement des capacités, de séminaires, de voyages d'études, de services consultatifs pour l'élaboration de politiques et de projets opérationnels. Les principaux moyens de financement ont été les ressources du budget ordinaire de l'ONU allouées à la CEE (essentiellement au titre du programme ordinaire de coopération technique et du Compte des Nations Unies pour le développement), les fonds extrabudgétaires, versés le plus souvent à des fonds d'affectation spéciale, ainsi que diverses contributions spéciales ou en nature.

I. Activités de coopération technique exécutées par les conseillers régionaux de la CEE

5. En 2004, le conseiller régional pour l'énergie durable a fait porter l'essentiel de ses efforts sur l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'efficacité énergétique et de renforcement des capacités ci-après: «Efficacité énergétique 21», «Chauffage et alimentation en eau chaude par valorisation de la biomasse au Bélarus», «Suppression des obstacles à la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique au Bélarus», «Renforcement des capacités pour la gestion de la qualité de l'air et l'application de techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale» (ce projet, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, est exécuté conjointement avec le conseiller régional pour l'environnement); exécution du programme régional (inter-États) pour une utilisation rationnelle et efficace des combustibles et autres ressources énergétiques dans les pays de la CEI; «Possibilités pour le Bélarus d'adhérer au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques»; «Mesures peu coûteuses d'économie d'énergie dans le secteur de l'éducation en Russie»; «Atténuation des changements climatiques en Ukraine grâce à l'efficacité énergétique du système de chauffage urbain à distance» (projet pilote, ville de Rovno). Des services consultatifs ont également été fournis en vue de la mise en valeur de sources d'énergie renouvelables (biomasse) en Ukraine, de l'introduction du concept de société de services énergétiques au Bélarus et du développement des Zones de démonstration de modes d'utilisation efficaces de l'eau et de l'énergie appelées à devenir des sociétés de services énergétiques au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ukraine.

6. Les activités du conseiller régional pour l'entrepreneuriat et les PME ont essentiellement porté sur les domaines suivants: l'élaboration de politiques nationales relatives aux PME et l'échange de données d'expérience sur les meilleures pratiques dans ce domaine; la bonne gouvernance des PME, notamment l'éthique des affaires; l'entrepreneuriat social, l'entrepreneuriat des jeunes et le renforcement de la compétitivité des PME grâce à la mise en place de systèmes de qualité ainsi que le financement des PME. En 2004, des services consultatifs pour l'élaboration de politiques nationales relatives aux PME ont été fournis en particulier à l'Arménie, à la Croatie, à la République de Moldova et à la Serbie-et-Monténégro. Un projet spécial a été mis au point pour les pays en transition du sud du Caucase. Le rapport de la CEE sur les PME dans les pays en transition en 2002-2003 a été établi. Le conseiller régional a organisé un forum sur le thème «les meilleures pratiques pour développer l'entrepreneuriat et les PME dans les pays en transition: l'expérience roumaine et slovaque» et une réunion d'experts sur la bonne gouvernance dans les PME. Ses activités dans le domaine de l'entrepreneuriat des jeunes ont porté en particulier sur la préparation d'un «Guide pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les pays en transition». Le conseiller régional a contribué à la création du Centre international des jeunes de la CEI et à la mise sur pied du projet suisse «EYE-Entrepreneurship for Youth Empowerment» (Entrepreneuriat pour l'autonomisation des jeunes) et du réseau de la World Youth Bank. Il a coopéré activement avec la CEMN à la création d'incubateurs d'entreprises et avec l'IEC au développement de l'entrepreneuriat dans les zones rurales. La coopération avec l'OCDE a été encore renforcée dans les domaines de l'entrepreneuriat, du commerce électronique et des PME. Des services consultatifs ont été fournis à l'occasion de la deuxième Conférence ministérielle de l'OCDE sur le thème «Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes dans une économie mondialisée» (Istanbul, juin 2004), en particulier durant l'atelier consacré à l'accès des PME aux marchés internationaux.

7. Le conseiller régional pour l'environnement a principalement axé son action sur la mise au point et l'exécution de projets et d'activités concernant l'eau, la fourniture de conseils pour l'élaboration de politiques nationales de l'environnement et la coopération sous-régionale, ainsi que l'appui à l'application des conventions de la CEE relatives à l'environnement. On citera notamment les projets en cours concernant la création d'une commission bilatérale de l'eau Kazakhstan-Kirghizistan pour les fleuves Chu et Talas, la mise sur pied d'une base d'informations sur l'eau pour la région de l'Asie centrale, le renforcement des capacités pour la gestion de la qualité de l'air et l'application de techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale (ce projet, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, est exécuté conjointement avec le conseiller régional pour l'énergie durable), la sécurité des barrages en Asie centrale, la coopération transfrontière et la gestion durable du Dniestr, la modernisation des systèmes de gouvernance dans les domaines de la santé, de l'eau et de la gestion des déchets dans le sud du Caucase et les capacités de coopération dans le domaine de l'eau, la préparation d'un projet concernant l'application de la Convention de la CEE sur l'EIE en Asie centrale qui doit être mis en œuvre en 2005 et la participation à l'étude de la performance environnementale du Tadjikistan. La plupart des projets ont été exécutés en collaboration avec d'autres partenaires tels que la CESAP, le PNUE et l'OSCE. Le conseiller régional a également participé à l'élaboration de politiques nationales de l'environnement et au développement de la coopération sous-régionale, et a fourni des conseils à ce sujet ainsi qu'au sujet de la mise au point de la Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, de l'Initiative de l'UE pour l'eau et de l'Initiative pour le développement durable en Asie centrale.

8. Le conseiller régional pour les questions de développement et de politique générale s'est surtout attaché à fournir des services consultatifs pour la mise en œuvre de l'initiative du Secrétaire général de l'ONU visant à renforcer le Programme spécial pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA). Il a participé à la préparation, à l'exécution et au suivi des trois missions conjointes des Secrétaires exécutifs de la CEE et de la CESAP en Asie centrale et a établi la première version de l'Approche stratégique de l'Asie centrale, du rapport sur les enseignements tirés du programme SPECA et du document de suivi correspondant ainsi que du document de travail sur la réforme de ce programme, qui sont devenus ensuite des documents d'orientation communs à la CEE et à la CESAP et ont été mis à la disposition des gouvernements intéressés. Le conseiller régional participe activement aux préparatifs de la Conférence internationale sur la coopération sous-régionale en Asie centrale, prévue en mai 2005 à Astana, durant laquelle des propositions concrètes seront faites en vue d'une réforme institutionnelle et de l'amélioration du financement à long terme du programme SPECA. Il a élaboré une proposition visant à coordonner les activités du SPECA et du Programme de coopération régionale pour l'Asie centrale (CAREC), auquel participent la BAD, la Banque mondiale, la BERD, le FMI, la BISD et le PNUD. Les Secrétaires exécutifs de la CEE et de la CESAP ont envoyé conjointement au Président de la BAD cette proposition, qui devrait être examinée à la Conférence d'Astana. Fort de sa longue expérience de l'OSCE, le conseiller régional a coécrit le rapport de la CEE sur la mise en œuvre des engagements de l'OSCE concernant la dimension économique et environnementale, présenté en mai 2004 au Forum économique de Prague. Il a établi la première version du Mémorandum d'accord entre la CEE et l'OSCE et a pris une part active à sa négociation. Il a rédigé la note de position de la CEE sur la mise en place d'un système commun d'alerte rapide CEE-OSCE et a participé à l'atelier consacré à ce projet à Vienne.

9. Le conseiller régional pour les statistiques s'est surtout attaché à aider les pays en transition à appliquer les normes statistiques internationales et à renforcer leurs moyens statistiques. Agissant en coopération avec le personnel de la Division de statistique, il a en particulier fourni des services consultatifs à la République de Moldova, qui souhaitait renforcer ses moyens statistiques pour pouvoir mettre au point des indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire, à la Croatie et à l'ex-République yougoslave de Macédoine pour l'évaluation de leur système statistique, à l'Azerbaïdjan et à la Serbie-et-Monténégro, sur les statistiques par sexe, au Kirghizistan, sur les indices de production industrielle et les statistiques par sexe, au Turkménistan sur les statistiques par sexe, et à plusieurs groupes sous-régionaux de pays en transition, sur des questions concernant la comptabilité nationale et les statistiques par sexe. Des services consultatifs ont également été fournis durant un séminaire sur l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle aux fins de la planification statistique dans les pays de la CEI, organisé à Moscou en novembre 2004 par la CEE, la CEI et le secrétariat de Paris 21.

10. Le conseiller régional pour la facilitation du commerce s'est principalement attaché à fournir des services consultatifs aux pays en transition: a) de l'Europe du Sud-Est, en particulier dans le cadre de la SECI et du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (appui au réseau d'organismes de facilitation du commerce (SECIPRO); contributions sous la forme de documents d'orientation et de projets aux travaux du Groupe de travail sur la libéralisation et la facilitation du commerce et à l'Initiative pour une Europe du Sud-Est en ligne du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, promotion du projet «UNeDocs», de la Recommandation 33 (Guichet unique) et d'autres recommandations du CÉFACT-ONU concernant la facilitation du commerce, étude des possibilités de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités et de projets pilotes et appui à l'Initiative pour une Europe du Sud-Est en ligne); b) du Caucase et de l'Asie centrale (promotion conjointement avec la Banque mondiale et le projet TRACECA financé par l'UE des normes internationales pour la facilitation du commerce établies par la CEE); c) de la Fédération de Russie (organisation d'un important séminaire sur la facilitation du commerce (Fédération de Russie, 22 et 23 novembre 2004) à titre de contribution au lancement d'un programme de facilitation du commerce dans la Fédération de Russie).

11. Le conseiller régional pour les transports a principalement fourni des services consultatifs aux pays en transition dans le cadre du projet de développement de l'infrastructure des transports et de facilitation du passage des frontières (SPECA), des projets d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) et de chemin de fer transeuropéen (TER), du projet de renforcement des capacités en vue de la création de liaisons terrestres et terrestres/maritimes interrégionales, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, ainsi que d'autres projets relatifs à l'aménagement de couloirs de transport paneuropéens et de liaisons entre l'Europe et l'Asie. Une aide financée par l'UE a été accordée aux experts des pays d'Asie centrale et du Caucase en vue de faciliter leur participation aux réunions du Comité des transports intérieurs et de différents organes subsidiaires. Des services consultatifs visant à promouvoir les instruments juridiques de la CEE dans le domaine des transports et la coopération avec le secteur privé dans le cadre de partenariats public-privé destinés à faciliter l'exécution de projets ont également été fournis.

12. Au total, le montant des dépenses consacrées aux activités de coopération technique exécutées par les conseillers régionaux en 2004 au titre du programme ordinaire de coopération technique est demeuré à peu près le même qu'en 2003. Le montant révisé des crédits affectés

à ces activités pour l'exercice biennal 2004-2005, tel qu'approuvé par l'Assemblée générale, s'élève à 2 918 900 dollars, à comparer aux 2 859 875 dollars dépensés pour les mêmes activités au cours de l'exercice biennal 2002-2003. Les dépenses engagées comprennent les traitements des conseillers régionaux et les autres dépenses de personnel correspondantes (indemnités diverses, primes de rapatriement et autres prestations payables à la cessation de service) ainsi que leurs frais de voyage pour la mission de consultation. Le nombre de conseillers régionaux est resté le même qu'en 2003.

13. La ventilation sectorielle des dépenses engagées au titre du chapitre 23 du budget ordinaire en 2004, comparée à celle de l'exercice 2002-2003, est présentée au tableau 1. Comme il ressort du tableau, la part la plus importante des ressources (39,5 %) a été consacrée aux services consultatifs fournis au titre du mandat du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise (trois conseillers régionaux sont à l'œuvre dans ce vaste secteur) le reste étant réparti également (à 3 ou 4 % près) entre les activités prescrites par les autres comités. La répartition a été la même en 2003 et sur l'ensemble de l'exercice biennal 2002-2003.

Tableau 1. Dépenses engagées au titre du Programme ordinaire de coopération technique pour les activités des conseillers régionaux: ventilation par secteur

Sous-programme	2002-2003 ¹		2003 ²		2004 ³	
	Dollars É.-U.	%	Dollars É.-U.	%	Dollars É.-U.	%
Environnement	390 736	13,7	186 262	15,4	151 593	13,5
Transports	479 075	16,8	180 297	14,9	181 230	16,2
Statistiques	284 304	9,9	140 422	11,6	153 737	13,7
Énergie durable	340 965	11,9	143 303	11,8	174 760	15,6
Développement du commerce	1 364 795 ⁴	47,7	560 364 ⁴	46,3	287 039 ⁵	25,7
Restructuration industrielle et développement de l'entreprise	—	—	—	—	156 592	14,0
Gestion des activités de coopération technique ⁶	—	—	—	—	14 077	1,3
Total	2 859 875	100,00	1 210 648	100,00	1 119 028	100,00

¹ Dépenses effectives de l'exercice 2002-2003.

² Dépenses effectives de janvier à octobre 2003.

³ Dépenses effectives de janvier à octobre 2004.

⁴ Y compris les activités des conseillers régionaux pour les questions et politiques de développement, pour l'entrepreneuriat et les PME, pour la promotion des investissements, et pour la facilitation du commerce.

⁵ Y compris les activités des conseillers régionaux pour les questions de développement et de politique générale et pour la facilitation du commerce.

⁶ Voyages en mission consultative (questions de développement et de politique générale).

14. La répartition géographique des activités exécutées par les conseillers régionaux en 2004 en pourcentage de l'ensemble des missions de consultation est présentée au tableau 2. Le nombre total de missions n'a pas varié par rapport à 2003 et leur répartition entre les pays en transition n'a pas radicalement changé en un an (voir le tableau 2 du document E/ECE/1414). Il y a lieu de noter que ces missions ont été financées non seulement au titre du chapitre 23 du budget ordinaire mais aussi, en partie, au moyen de fonds extrabudgétaires.

Tableau 2. Répartition géographique et sectorielle des services consultatifs fournis par les conseillers régionaux de la CEE en 2004 (en pourcentage de l'ensemble des missions de consultation)

Pays	Questions de développement	Énergie durable	Entrepreneuriat et PME	Environnement	Statistiques	Facilitation du commerce	Transports	Total
Albanie								
Arménie			12,50					1,09
Azerbaïdjan				5,56	8,33	6,25		3,26
Bélarus		33,33						5,43
Bosnie-Herzégovine						12,50		2,17
Bulgarie						6,25		1,09
Croatie			12,50		16,67	12,50		5,43
Estonie				5,56				1,09
ex-République yougoslave de Macédoine					16,67			2,17
Fédération de Russie		26,67		5,56	8,33	6,25		7,61
Géorgie						6,25		1,09
Hongrie			12,50			6,25	26,67	6,52
Kazakstan		13,33		22,22		6,25	13,33	9,78
Kirghizistan		13,33		11,11	16,67			6,52
Lettonie								
Lituanie								
Ouzbékistan	12,50							1,09
Pologne							6,67	1,09

Pays	Questions de développement	Énergie durable	Entrepreneuriat et PME	Environnement	Statistiques	Facilitation du commerce	Transports	Total
République de Moldova			12,50	11,11				3,26
République tchèque	12,50							1,09
Roumanie								
Serbie-et-Monténégro			12,50		8,33	12,50		4,35
Slovaquie							6,67	1,09
Slovénie			12,50					1,09
Tadjikistan	25,00			5,56				3,26
Turkménistan	12,50				16,67			3,26
Ukraine		13,33		11,11			6,67	5,43
Autres *	37,50		25,00	22,22	8,33	25,00	40,00	21,74
Total	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

* Missions effectuées par les conseillers régionaux dans d'autres pays qui ont souvent accueilli des activités de renforcement des capacités et des services consultatifs (politique générale) destinés aux pays pour obtenir d'eux qu'ils appuient, notamment financièrement, le programme de transition ainsi qu'auprès des pays les plus avancés de la région, l'assistance technique aux pays en transition. Entrent dans cette catégorie les consultations avec des responsables gouvernementaux et des représentants d'organisations internationales ou sous-régionales telles que l'Union européenne, l'OSCE, la Banque mondiale, la BERD, Eurostat, l'OCDE, la SECI, l'IEC, la CEMN, etc.

15. Lorsque l'on analyse la répartition géographique des missions effectuées par les conseillers régionaux, telle que présentée au tableau 2, il convient également de tenir compte du fait que, bien souvent, les services fournis dans un pays figurant dans le tableau s'adressent non seulement à ce pays mais aussi à d'autres pays qui participent à une activité ou à un projet multinational et/ou sous-régional. Pour plus de renseignements sur ces missions, voir l'annexe I.

II. Projets de coopération technique exécutés par la CEE grâce aux Fonds généraux ou locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique et à d'autres sources de financement des activités opérationnelles

16. Une part importante des activités de coopération technique de la CEE en 2004 a été financée grâce à un portefeuille de fonds extrabudgétaires: a) contributions aux Fonds généraux d'affectation spéciale de la CEE (11) et aux projets/fonds locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique (30) et b) contributions du PNUD, du FNUPI et du FNUAP (3). Des précisions sur ces fonds figurent à l'annexe II.

17. On notera qu'aux quatre nouveaux projets/activités ainsi financés en 2003 sont venus s'ajouter en 2004 six nouveaux projets ou nouvelles activités.

18. Selon le domaine et les objectifs poursuivis, les projets/activités ont été exécutés soit par le personnel permanent, soit par les conseillers régionaux, soit par les deux. Les dépenses financées au moyen de ces fonds sont récapitulées par sous-programme dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3. Répartition sectorielle des dépenses financées au moyen des Fonds généraux ou locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique et d'autres sources, au 1^{er} novembre 2004

Sous-programme	2003 ¹		2004 ²	
	Dollars É.-U.	%	Dollars É.-U.	%
1. Environnement	3 618 127	51,54	2 981 166	51,97
2. Transports	987 633	14,06	999 819	17,43
3. Statistiques	60 129	0,86	63 914	1,11
4. Analyse économique	552 331	7,87	506 767	8,83
5. Énergie durable	695 018	9,75	318 129	5,54
6. Développement du commerce	461 645	6,58	379 400	6,61
7. Bois	1 750	0,02	21 898	0,38
8. Établissements humains	187 715	2,67	119 864	2,09
9. Restructuration industrielle	78 163	1,11	65 273	1,13
Bureau du Secrétaire exécutif	288 333	4,11	242 595	4,23
Groupe de la coopération technique	89 558	1,28	37 798	0,66
Total	7 020 402	100,00	5 736 623	100,00

¹ Dépenses de janvier à décembre 2003.

² Dépenses de janvier à octobre 2004.

19. Comme il ressort du tableau ci-dessus, en 2003 la majeure partie des fonds extrabudgétaires a été consacrée aux sous-programmes «Environnement» (51,54 %), «Transports» (14,06 %) et «Énergie durable» (9,75 %). Cette hiérarchie montre que les besoins d'assistance technique des pays en transition dans les domaines de l'environnement et des transports restent importants. En 2004, elle est demeurée quasiment inchangée, les deux premières places revenant aux mêmes sous-programmes: «Environnement» (51,97 %) et «Transports» (17,43 %), suivis des sous-programmes «Analyse économique» (8,83 %) et «Commerce» (6,61%).

20. En 2004, la CEE a été associée à la mise en œuvre de trois projets financés par le Compte des Nations Unies pour le développement: le projet de renforcement des capacités pour la gestion de la qualité de l'air et l'application de techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale (CEE, CESAP et PNUE, 2004-2006, 680 000 dollars), le projet de renforcement des capacités en vue de l'exploitation et de la gestion durables ainsi que de la protection des ressources en eau souterraines communes à plusieurs États dans la région

méditerranéenne (CESAO, CEA, CEE, UNESCO et Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, 2004-2006, 360 000 dollars), et le projet de renforcement des capacités en vue de la création de liaisons terrestres et terrestres/maritimes interrégionales (CEE, CESAP, CEPALC, CEA et CESAO, 2002-2006, 1 250 000 dollars). Au 31 octobre 2004, le montant des dépenses afférentes à ces projets s'élevait à environ 400 000 dollars.

21. En outre, un certain nombre d'activités de coopération technique ont été financées grâce aux ressources versées par des pays ou organisations hôtes, des donateurs nationaux et internationaux et des entités privées au titre de projets ou d'activités qui n'étaient pas gérés par la CEE mais à l'exécution desquels celle-ci participait.

III. Coopération technique avec des groupements sous-régionaux de pays

22. La coopération technique avec le secrétariat international permanent de la **Coopération économique de la mer Noire (CEMN)**, qui repose sur l'Accord de coopération signé en juillet 2001, s'est développée avec succès dans les domaines de l'entrepreneuriat et des PME ainsi que des transports. Elle a consisté essentiellement à faciliter la mise en œuvre de la Déclaration sur «Les PME à l'aube du XXI^e siècle», adoptée en 2001 par la CEMN ainsi que du Plan d'action pour les transports et du Mémorandum d'accord sur la facilitation du transport de marchandises par route. Des services consultatifs ont en particulier été fournis durant l'atelier organisé par la CEMN, la CEE et la Fondation Konrad Adenauer sur les incubateurs d'entreprises innovantes (Istanbul, septembre 2004) et pour superviser le processus d'harmonisation des législations nationales des États membres de la CEMN suite à leur adhésion aux principaux accords et conventions de la CEE. Une aide consultative a été apportée aux Groupes de travail de la CEMN sur les PME et sur les transports en vue, notamment, de la préparation, dans le premier groupe, de la Réunion des ministres responsables du développement de l'entrepreneuriat et des PME, ainsi que de l'élaboration d'un projet de réseau d'incubateurs d'entreprises technologiques et de parcs scientifiques dans les pays de la CEMN. Les consultations engagées entre les deux secrétariats pour renforcer leur coopération dans les domaines, étroitement liés, des transports et de la facilitation du commerce, de la protection de l'environnement et de l'énergie durable se sont poursuivies. Les possibilités de coopération avec la Banque de commerce et de développement de la mer Noire ont également été examinées.

23. La coopération technique avec l'**Initiative d'Europe centrale (IEC)**, qui est fondée sur le Mémorandum d'accord et l'Accord de coopération pour l'assistance technique à l'IEC (mai 1998) s'est développée dans plusieurs domaines – normes agricoles, développement de l'entrepreneuriat et des PME, questions concernant les femmes et transports. Des services consultatifs ont été fournis au Groupe de travail de l'IEC sur les PME, en particulier à l'occasion de la Réunion conjointe IEC-CEE sur les PME (Genève, 30 mars 2004), de la Journée européenne de l'entrepreneuriat et de l'atelier consacré au renforcement de la cohésion sociale grâce à l'entrepreneuriat social (Croatie, octobre 2004), de la sixième Conférence internationale de l'IEC sur le thème «L'entrepreneuriat – la meilleure façon de relever les défis de l'avenir», et des trois ateliers consacrés respectivement à l'entrepreneuriat dans les zones rurales, à l'efficacité énergétique et au suivi des progrès accomplis en matière de facilitation du passage des frontières dans les transports ferroviaires organisés durant le septième Forum économique de l'IEC (Slovénie, novembre 2004). Le Groupe de travail de l'IEC sur les PME a apporté son concours

et participé à l'atelier de formation de la CEE pour le développement de l'entrepreneuriat et du secteur des PME en République de Moldova (République de Moldova, juin 2004).

24. La coopération technique avec le Comité économique inter-États de l'Union économique de la **Communauté d'États indépendants (CEI)** découle du Mémorandum sur l'interaction signé en avril 1997. En 2004, la CEE a consacré une partie importante de ses activités d'assistance technique aux pays membres de la CEI et la coopération avec les organes communautaires a été axée sur les questions énergétiques, les statistiques et le développement de l'entrepreneuriat, en particulier dans le cadre du projet de mise en œuvre d'un programme régional (inter-États) pour une utilisation rationnelle et efficace des combustibles et autres ressources énergétiques dans les pays de la CEI. Un séminaire sur l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle aux fins de la planification statistique a été organisé par la CEE en coopération avec le Comité inter-États de statistique de la CEI et d'autres organismes, à Moscou du 23 au 26 novembre 2004. Suite au Forum de la CEI intitulé «La jeunesse au XXI^e siècle: réalités et perspectives» (Ukraine, septembre 2003), des services consultatifs ont été fournis en vue de la création dans la CEI d'un réseau de centres pour l'entrepreneuriat des jeunes et d'une association d'organisations de jeunes appelée «Centre international de la jeunesse» (enregistrée le 28 avril 2004 par le Ministère de la justice d'Ukraine), qui rassemble des comités nationaux et des organisations de jeunes des États membres de la CEI et de la Lettonie. Des services consultatifs ont également été fournis pour préparer la conférence internationale sur la facilitation du passage des frontières dans les transports ferroviaires, le but étant d'aider les pays de la CEI à devenir plus performants à cet égard.

25. En ce qui concerne la coopération dans le cadre de la **SECI et du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est**, des services consultatifs ont été fournis dans le cadre du SECIPRO et du réseau du Conseil consultatif de l'entreprise, notamment au sujet des questions touchant l'application des normes internationales relatives à la facilitation du commerce et au commerce électronique; la facilitation du commerce et la sécurité; le projet TTFSE de la Banque mondiale; l'Initiative pour une Europe du Sud-Est en ligne et le Groupe de travail du Pacte de stabilité sur la libéralisation et la facilitation du commerce. Agissant en coordination avec le Pacte de stabilité, le conseiller régional pour la facilitation du commerce, a organisé, en Bosnie-Herzégovine, un projet d'aide à la facilitation du commerce et à l'adhésion de ce pays à l'OMC avec l'appui de l'ACICI (Agence suisse de coopération et d'information pour le commerce international).

26. Dans le cadre du **Programme spécial des Nations Unies pour les économies des pays d'Asie centrale (SPECA)**, des services consultatifs ont été fournis aux fins de l'exécution du projet en cours de développement de l'infrastructure des transports et de facilitation du passage des frontières, du projet (en cours) de renforcement des capacités pour la gestion de la qualité de l'air et l'application de techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, du suivi du projet, désormais achevé, d'utilisation rationnelle et efficace de l'énergie et des ressources en eau en Asie centrale, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement, et de la mise en œuvre de l'Initiative du Secrétaire général de l'ONU visant à renforcer le SPECA. On trouvera de plus amples informations sur le SPECA, notamment sur les aspects du programme ayant trait à la coopération technique, dans le document E/ECE/1427/Add.1.

27. La coopération technique avec le Fonds international constitué pour sauver la mer d'Aral (IFAS), qui repose sur le Mémoire d'accord conclu le 3 juin 2004 entre la CEE, la CESAP et l'IFAS, s'est concrétisée par des activités relatives à la protection de l'environnement et au développement durable, à l'utilisation rationnelle de l'eau et des ressources énergétiques et à la sécurité des barrages.

IV. Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales

28. Dans l'apport d'une assistance technique aux pays en transition, la CEE, soucieuse d'accroître les effets de synergie et d'éviter les doubles emplois et les chevauchements d'activités, a poursuivi sa coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations régionales faisant appel à la fois à leurs ressources financières et à leurs compétences techniques.

29. Au sein du système des Nations Unies, le PNUD a été le principal partenaire de la CEE, dans presque tous les domaines d'assistance technique. Parmi les organisations régionales, les principaux partenaires ont été la Commission européenne et l'OSCE.

30. La CEE a continué à entretenir des relations et une collaboration étroites avec les autres commissions régionales de l'ONU, en premier lieu la CESAP, notamment dans le cadre du SPECA et au titre du projet de renforcement des capacités pour la gestion de la qualité de l'air et l'application de techniques de combustion du charbon non polluantes en Asie centrale, financé par le Compte des Nations Unies pour le développement. Les cinq commissions régionales ont collaboré à la mise en œuvre d'un autre, financé par le Compte, à savoir le projet de renforcement des capacités en vue de la création de liaisons terrestres et terrestres/maritimes interrégionales. La CESA, la CEA, la CEE, l'UNESCO et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU ont en outre coopéré au projet de renforcement des capacités en vue de l'exploitation et de la gestion durables ainsi que de la protection des ressources en eaux souterraines communes à plusieurs États dans la région méditerranéenne, également financé par le Compte des Nations Unies pour le développement.

31. La Conférence de Bichkek sur la société de l'information et la coopération régionale dans le domaine des technologies de l'information et de la communication au service du développement, organisée par le Gouvernement kirghize en coopération avec la CEE, la CESAP, le PNUD et le Groupe d'étude des Nations Unies sur les TIC (Kirghizistan, 16-18 novembre 2004) constitue un bon exemple de coopération efficace entre les entités des Nations Unies ci-dessus, qui toutes ont contribué à la fois à son financement et aux travaux de fond auxquels elle a donné lieu.

32. Dans l'ensemble, la coopération s'est développée dans les domaines suivants: énergie durable – avec le PNUD, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Fondation pour les Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI), la Commission européenne et la BERD; l'environnement et les établissements humains – avec le PNUD, la Banque mondiale, le PNUE, l'UNESCO, la Commission européenne, l'OSCE, la BERD et l'AEE; la promotion des investissements – avec l'OMPI, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'OSCE et la Chambre de commerce internationale (CCI); les statistiques – avec le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation

mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, la Commission européenne, le Conseil de l'Europe, Eurostat et l'OSCE; la facilitation du commerce – avec la Banque mondiale, la CNUCED, l'ONUDI, la Commission européenne, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'OMC et la CCI; les transports – avec la Banque mondiale, la Commission européenne, la BERD et la BAD. Une coopération occasionnelle s'est aussi poursuivie avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU et l'OIT.

ANNEXE I

Activités des conseillers régionaux en 2004

Pays	Objet
Énergie durable	
Bélarus	Élaboration et mise en œuvre de 3 projets d'efficacité énergétique, Minsk, 19-29 janvier Élaboration et mise en œuvre de 5 projets d'efficacité énergétique, Minsk, 24-31 mars; 1 ^{er} -11 juin; 17-28 août; et 21-29 octobre
Kazakhstan	Services consultatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets, Almaty, 15-17 avril et 8-13 novembre
Kirghizistan	Services consultatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets, et durant l'atelier CESAP sur les mécanismes de développement propre, Bichkek, 11-14 avril Services consultatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets, 14-16 novembre
Fédération de Russie	Mise en œuvre d'un projet SPECA et de 3 autres projets, Moscou, 16-23 mars, et 7-14 octobre Services consultatifs pour l'élaboration de projets et durant le Séminaire international intitulé «Programme russe de mise en valeur des sources d'énergie renouvelables», Riabinsk, 27 juin-1 ^{er} juillet Services consultatifs durant la quatrième Semaine russe du pétrole et du gaz, Moscou, 26-28 octobre
Ukraine	Mise en œuvre d'un projet CEI et de 3 autres projets, Kiev, 12-19 mai Élaboration et mise en œuvre d'un projet CEI et de 4 autres projets, et services consultatifs durant la deuxième Conférence internationale «Biomasse et énergie», Kiev, 20 septembre-1 ^{er} octobre
Développement de l'entrepreneuriat des PME	
Arménie	Services consultatifs durant l'atelier sur les problèmes relatifs aux statistiques des PME en Arménie et services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant l'élaboration d'une politique appropriée à l'égard des PME, Erevan, 24-27 mai
Croatie	Services consultatifs durant l'atelier de l'UE sur le renforcement de la cohésion sociale grâce à l'entrepreneuriat social, Zagreb, 5 et 6 octobre
Hongrie	Services consultatifs au Ministère de l'économie et des transports et au Comité directeur du réseau hongrois de centres de développement des entreprises concernant le microfinancement, Budapest, 11 mars

République de Moldova	Services consultatifs durant l'atelier de formation pour le développement de l'entrepreneuriat et du secteur des PME en République de Moldova, et services consultatifs aux autorités gouvernementales, Chisinau, 29 et 30 juin
Serbie-et-Monténégro	Services consultatifs au Ministère de l'économie et aux institutions compétentes concernant la politique nationale à l'égard des PME et les mesures d'appui à celles-ci, et durant la Conférence nationale sur les PME, Belgrade, 30 novembre et 1 ^{er} décembre
Slovénie	Services consultatifs durant la sixième Conférence internationale sur le thème «L'entrepreneuriat – la meilleure façon de relever les défis de l'avenir», et l'atelier sur l'entrepreneuriat dans les zones rurales, organisé dans le cadre du septième Forum économique de la CEI, Portoroz, 24 et 25 novembre
Turquie	Services consultatifs durant la deuxième Conférence ministérielle de l'OCDE sur les PME, Istanbul, 2-5 juin Services consultatifs durant l'atelier de la CEMN sur les incubateurs d'entreprises innovantes, Istanbul, 23-25 septembre
Environnement	
Azerbaïdjan	Services consultatifs avant et pendant l'atelier consacré à l'élaboration d'un projet de loi sur les déchets dangereux en Azerbaïdjan, Bakou, 27-30 septembre
Belgique	Consultations avec des représentants de la CE au sujet de la coopération dans le cadre de l'Initiative de l'UE pour l'eau, notamment du financement par la CE de travaux dans le cadre de la Convention de la CEE sur l'eau, Bruxelles, 7 septembre
Estonie	Services consultatifs durant la Conférence sur «La Convention de la CEE sur les cours d'eau transfrontières et la Directive-cadre de l'UE sur l'eau» au sujet de la mise en œuvre du projet relatif aux fleuves Chu et Talas (Tartu), 15-17 juin
Italie	Services consultatifs durant la réunion du groupe consultatif du projet Mantra-Est de l'UE (projet de gestion des eaux transfrontières à l'est de l'Europe) et pour la planification d'un atelier sur la participation du public et la gestion de l'information dans le cadre de la coopération concernant les cours d'eau transfrontières dans les pays d'Europe orientale et centrale et d'Asie centrale, Gènes, 26 et 27 janvier
Kazakhstan	Services consultatifs durant la réunion d'experts sur la promotion de la coopération concernant la sécurité des barrages en Asie centrale, et de la quatrième réunion tenue dans le cadre du projet relatif aux fleuves Chu et Talas, Almaty, 24-27 mars Services consultatifs durant la Conférence organisée sur le thème «Un partenariat pour l'eau en Asie centrale», Almaty, 24-27 mai

	Consultations relatives à la planification et à la mise en œuvre des projets concernant les fleuves Chu et Talas, la qualité de l'air et l'EIE, Almaty et Astana, 2-4 mars et 6-13 juillet
Kirghizistan	Services consultatifs pour la planification et la mise en œuvre des projets concernant la base d'information régionale sur l'eau pour l'Asie centrale et les fleuves Chu et Talas, la qualité de l'air et l'EIE, Bichkek, 28 février et 8 juillet
République de Moldova	Services consultatifs durant la deuxième réunion préparatoire à la Conférence de Tbilissi réunissant les ministres de l'environnement des pays d'Europe orientale et centrale et d'Asie centrale et leurs partenaires, Chisinau, 2 et 3 septembre Services consultatifs pour la mise en œuvre du projet relatif à la coopération transfrontière et à la gestion durable du Dniestr, Chisinau, 14-17 septembre
Fédération de Russie	Services consultatifs durant la réunion de haut niveau de l'Initiative de l'UE pour l'eau, Moscou, 26 et 27 février
Suède	Consultations avec l'Agence suédoise pour la protection de l'environnement, le Partenariat mondial pour l'eau, l'Agence suédoise pour le développement international et le Centre pour la biodiversité de l'Université suédoise d'agronomie au sujet de la participation à des projets dans le cadre de la Convention de la CEE sur l'eau et de leur financement, Stockholm et Uppsala, 29 janvier-2 février Consultations avec le Ministère de l'environnement et l'Agence suédoise pour la protection de l'environnement au sujet de la préparation du projet relatif au Dniestr et de l'atelier sur le renforcement des capacités pour le développement de la coopération dans le domaine de l'eau en Ukraine, Stockholm, 1 ^{er} juin
Tadjikistan	Services consultatifs durant la mission préparatoire effectuée en vue de l'étude de la performance environnementale du Tadjikistan, Douchanbé, 28 mars-6 avril
Ukraine	Services consultatifs pour la préparation du projet relatif au Dniestr et de l'atelier sur le renforcement des capacités pour le développement de la coopération dans le domaine de l'eau, Kiev, 16-19 mai et 12 et 13 août
Statistiques	
Azerbaïdjan	Services consultatifs concernant les statistiques par sexe dans le cadre du projet PNUD/CEE d'évaluation des statistiques par sexe dans les pays de l'Europe du Sud-Est et de la CEI, Bakou, 1 ^{er} -4 juin
Croatie	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant la première partie de l'évaluation générale par Eurostat et la CEE du système de statistique croate, Zagreb, 19-23 avril, et la seconde partie de cette évaluation, Zagreb, 26-28 mai

Kirghizistan	Services consultatifs au Comité national de statistique en vue de l'amélioration du calcul des indices de la production industrielle, Bichkek, 29 mai-6 juin Services consultatifs durant l'atelier de formation pour l'établissement de statistique par sexe organisé par la CEE et la Banque mondiale à l'intention des pays d'Asie centrale, Bichkek, 14-16 décembre
Luxembourg	Consultations avec Eurostat au sujet de l'évaluation générale par Eurostat et la CEE du système statistique de la Croatie et de l'ex-République yougoslave de Macédoine et services consultatifs durant la sixième réunion du Groupe de gestion de la coopération en statistiques avec les pays candidats à l'adhésion à l'UE, Luxembourg, 17-19 mars
ex-République yougoslave de Macédoine	Services consultatifs aux autorités gouvernementales concernant la première partie de l'évaluation générale par Eurostat et la CEE du système statistique de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Skopje, 13-17 septembre, et la seconde partie de cette évaluation, Skopje, 25-27 octobre
Fédération de Russie	Services consultatifs aux directeurs des Bureaux nationaux de statistique des pays membres de la CEI durant le Séminaire sur l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle aux fins de la planification des statistiques, organisé par la CEE avec le Comité inter-États de statistique de la CEI, le secrétariat de Paris 21 et la Banque mondiale, Moscou, 23-26 novembre
Serbie-et-Monténégro	Services consultatifs concernant les statistiques par sexe dans le cadre du projet PNUD/CEE d'évaluation des statistiques par sexe dans les pays d'Europe du Sud-Est et de la CEI, Belgrade, 10-13 mai
Turkménistan	Services consultatifs concernant les statistiques par sexe aux statisticiens et analystes des pays d'Asie centrale durant l'atelier de formation sous-régional organisé par le PNUD, la CEE, le Gouvernement turkmène et le Bureau de recensement des États-Unis, Achgabat, 13-15 juillet Services consultatifs à l'Institut national de statistique et de prévision du Turkménistan concernant les statistiques par sexe, en coopération avec le FNUAP, troisième semaine de décembre
Facilitation du commerce	
Azerbaïdjan	Consultations avec le secrétariat du programme TRACECA au sujet de l'harmonisation des procédures commerciales, Bakou, 14 mai
Belgique	Services consultatifs durant la réunion du Groupe de travail sur la libéralisation et la facilitation du commerce du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, Bruxelles, 2 juillet
Bosnie-Herzégovine	Services consultatifs durant la réunion annuelle du Comité directeur régional du Programme de facilitation du commerce et des transports en Europe du Sud-Est (TTFSE), Sarajevo, 15 et 16 avril

	Services consultatifs durant l'atelier sur la gestion de la mondialisation, la facilitation du commerce et l'adhésion à l'OMC, et consultations avec les autorités gouvernementales, Sarajevo, 3 et 4 juin
Bulgarie	Services consultatifs durant les réunions du Comité SECIPRO et du Conseil consultatif de l'entreprise de la SECI, et consultations avec les représentants de BulPRO, des douanes bulgares, du Ministère des transports, etc., Sofia, 11-13 février
Croatie	Services consultatifs durant le séminaire régional de l'OMC sur la facilitation du commerce dans les pays de l'Europe du Sud-Est et de la CEI, en Turquie et en Afghanistan, Zagreb, 26-28 avril Services consultatifs durant la réunion sur l'Initiative pour une Europe du Sud-Est en ligne dans le cadre du Pacte de stabilité et présentation du document de stratégie de la CEE sur le commerce électronique, Cavtat, 10 juin
Géorgie	Services consultatifs durant le séminaire de l'OTAN sur les aspects économiques de la sécurité et de la défense, en particulier dans le sud du Caucase, et l'atelier CEE-Banque mondiale sur l'aménagement d'un couloir de transport dans les pays du Caucase, Tbilissi, 11-19 mai
Hongrie	Services consultatifs durant la réunion du Groupe de travail sur la libéralisation et la facilitation du commerce du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, Budapest, 3-5 mars
Kazakhstan	Services consultatifs durant le séminaire pour le renforcement des capacités organisé dans le cadre du programme TRACECA à l'intention des hauts responsables du secteur des transports dans les pays participant au programme, Almaty, 5-8 septembre
Fédération de Russie	Services consultatifs avant (préparation) et pendant l'atelier sur la facilitation du commerce, Moscou, 22 et 23 novembre
Serbie-et-Monténégro	Services consultatifs durant le premier Forum organisé par le Comité PRO de Serbie-et-Monténégro, et la réunion sur le projet UneDocs réunissant diverses parties prenantes au niveau national, Belgrade, juillet Services consultatifs durant la réunion du Groupe de travail sur la libéralisation et la facilitation du commerce du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et le troisième Forum des entreprises en Serbie-et-Monténégro, Belgrade, 7 et 8 octobre
Turquie	Services consultatifs durant la réunion SECIPRO/EUROPRO, Istanbul, 13 septembre
Royaume-Uni	Services consultatifs durant la réunion SECIPRO/EUROPRO, Londres, 27 et 28 mai
États-Unis d'Amérique	Services consultatifs durant le séminaire SECIPRO (États-Unis) sur les défis que représentent pour les comités PRO les nouvelles exigences sécuritaires du commerce mondial, Miami, 27 février-2 mars

Transports	
France	Services consultatifs durant le séminaire international sur la régionalisation des services de transport de voyageurs par chemins de fer, Paris, 28-30 avril
Belgique	Mise en œuvre du projet pilote financé par l'UE visant à faciliter la participation des pays d'Asie centrale et du Caucase à différentes réunions du CTI et de ses organes subsidiaires, Bruxelles, 13 et 14 décembre
Allemagne	Services consultatifs durant le séminaire international sur les nouvelles stratégies de transport dans la région du Danube, Passau, 25 et 26 mars
Grèce	Services consultatifs durant le Forum du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est sur le développement de la coopération dans le domaine du commerce et des transports, Alexandroupolis, 6 et 7 décembre
Hongrie	Mise en œuvre du projet TER, Budapest, 11 et 12 février Mise en œuvre des projets TEM et TER, Budapest, 10 et 11 février, 23 et 24 septembre, et 14-16 novembre
Italie	Mise en œuvre du projet TER, Milan, 1 ^{er} et 2 juillet
Kazakhstan	Mise en œuvre du projet de développement de liaisons de transport Europe-Asie et du projet SPECA pour la facilitation des transports et du passage des frontières, 9-13 mars Services consultatifs durant la cinquième Conférence internationale «TRANSEURASI», Astana, 17 et 18 juin
Pologne	Services consultatifs durant la réunion préparatoire à la Conférence internationale sur la facilitation du passage des frontières dans les transports ferroviaires des pays de la CEI, Varsovie, 15 et 16 juin
Slovaquie	Mise en œuvre des projets TER et TEM, Bratislava, 9 février
Turquie	Mise en œuvre du projet TEM, Antalya, 31 mai-2 juin
Ukraine	Mise en œuvre du projet de développement de liaisons de transport Europe-Asie, Odessa, 5-7 novembre
Questions de développement et de politique générale	
Autriche	Services consultatifs durant la Conférence de l'OSCE sur le thème «Pays frontaliers de l'Europe – l'OSCE et au-delà: pas de nouvelles lignes de partage» et consultations avec l'Institut EastWest et les responsables de l'OSCE, Vienne, 21 et 22 octobre Services consultatifs durant la réunion d'experts OSCE/CEE consacrée à la mise en place d'un dispositif conjoint d'alerte rapide, Vienne, 5 novembre
République tchèque	Services consultatifs durant le Forum économique de l'OSCE, Prague, 30 mai-1 ^{er} juin

Tadjikistan	Services consultatifs durant les consultations avec les responsables gouvernementaux sur le renforcement du programme SPECA, Douchanbé, 2-4 juin Services consultatifs durant les réunions des hauts fonctionnaires et des ministres des affaires étrangères ainsi qu'au huitième Sommet de l'Organisation de coopération économique, Douchanbé, 10-14 septembre
Turkménistan	Services consultatifs durant les consultations avec les responsables gouvernementaux sur le renforcement du programme SPECA, Achgabat, 26 et 27 mai
Royaume-Uni	Services consultatifs durant la réunion de la BERD consacrée à l'examen stratégique des pays en début de transition, Londres, 30 juin et 1 ^{er} juillet
Ouzbékistan	Services consultatifs durant les consultations avec les responsables gouvernementaux sur le renforcement du programme SPECA, Tachkent, 20 et 21 mai

ANNEXE II

**Projets de coopération technique exécutés par la CEE grâce aux Fonds généraux
ou locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique et à d'autres
sources de financement des activités opérationnelles**

(Dépenses au 31 octobre 2004)

(y compris les dépenses d'appui aux programmes)

Fonds généraux d'affectation spéciale

Sous-programme	Nom, code et date de création du Fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2003 ¹	2004 ²
1. Environnement	«Un environnement pour l'Europe», EIE, 19 novembre 1993	269 337	83 132
	Compte subsidiaire EMEP «Sources mobiles de pollution atmosphérique», LPA, 19 janvier 1988	6 106	7 164
	Financement de la mise en œuvre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (EMEP), LRA, 11 novembre 1981	1 683 923	1 524 399
	Compte subsidiaire EMEP «Contributions volontaires en vue du financement d'activités relatives aux effets au titre de la Convention», LUA, 25 juillet 1997	534 635	58 336
4. Analyse économique	Appui aux conférences et aux réunions régionales de la CEE, y compris à la Conférence mondiale, GFA, 22 novembre 1994	47 648	57 076
5. Énergie durable	Projet «Efficacité énergétique 21», EEA, 17 janvier 1991	111 515	19 884
6. Développement du commerce	Échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport (EDIFACT/ONU), EAA, 12 février 1990	49 015	38 743
7. Bois	Tendances et perspectives du bois à long terme, LTA, 1 ^{er} mars 1991	1 750	21 898
8. Établissements humains	Établissements humains, EHA, 1 ^{er} juillet 1975	187 715	119 864
Bureau du Secrétaire exécutif	Activités de suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, WWA, 19 juillet 1999	11 298	36 281
	Assistance aux pays en transition (TFACT)*, MEA, 25 septembre 1992	277 035	171 887
Total		3 179 977	2 138 664

* Fonds général d'affectation spéciale destiné à faciliter la participation des représentants et experts des pays en transition aux ateliers, séminaires et réunions organisés dans le cadre de tous les sous-programmes de fond de la CEE, en prenant en charge leurs frais de voyage.

Fonds locaux d'affectation spéciale pour la coopération technique

Sous-programme	Nom, code et date de création du Fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2003 ¹	2004 ²
1. Environnement	Programme d'études de performance environnementale, EIC-E102, 1 ^{er} décembre 2000	113 160	115 841
	Projet relatif à la Convention d'Aarhus, ECE-E104, 1 ^{er} mai 2001	281 048	776 192
	Projet relatif à la Convention sur les accidents industriels, ECE-E106, 1 ^{er} juillet 2001	72 906	31 992
	Convention d'Espoo, ECE-E115, 9 juillet 2002	230 393	138 286
	Surveillance de l'environnement, ECE-E118, 9 juillet 2002	382 833	89 033
	Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE), ECE-E126, 1 ^{er} janvier 2003	43 786	100 138
	Projet relatif à la Convention sur l'eau, ECE-E133, 1 ^{er} avril 2003-31 décembre 2006	0	56 653
2. Transports	Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM), ZMB (F101), 28 février 1992 ³	87 978	88 968
	Projet de chemin de fer transeuropéen (TER), ZDB (F103), 23 avril 1993 ⁴	157 257	145 997
	Transport international routier (TIR) (TIRExB), ZLB (F116), 15 novembre 1998	731 686	588 718
	Plan directeur du projet d'autoroute transeuropéenne (TEM), ZMB (E129), 9 septembre 2003	10 712	61 829
	Surveillance de la ferraille radiologiquement contaminée, ECE-E127, 13 janvier 2004-31 décembre 2004	0	23 942
	Séminaire sur le comportement agressif sur la route, Genève, 5 avril 2004, ECE-E131, 1 ^{er} décembre 2003-31 décembre 2004	0	15 819
	Suivi de la résolution 58/289 de l'Assemblée générale, en date du 14 avril 2004, relative à l'amélioration de la sécurité routière mondiale, ECE-E135, 1 ^{er} août 2004-31 décembre 2006		20 407

Sous-programme	Nom, code et date de création du Fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2003 ¹	2004 ²
	Facilitation de la participation des pays d'Asie centrale et du Caucase aux réunions du Comité CEE des transports intérieurs et de différents organes subsidiaires, ECE-E136, 17 août 2004-31 décembre 2006	0	54 139
3. Statistiques	Séminaire interrégional sur l'application des principes fondamentaux de la statistique officielle dans les pays en transition, ECE-E110, 15 octobre 2001	20 315	63 914
4. Analyse économique	Groupe des activités relatives à la population: Échantillons de microdonnées provenant de recensements, ZCB (F102), 1 ^{er} novembre 1993	132 530	90 093
	Projet d'activités relatives à la population et au développement, ECE-E125, 19 décembre 2002	94 852	301 550
5. Énergie durable	Promotion et développement d'une industrie gazière basée sur le marché dans les pays en transition (Centre du gaz), EZB (F105), 15 juillet 1994	412 704	264 084
6. Développement du commerce	Amélioration du financement du commerce et de l'investissement dans le secteur du bois en Russie, ZKB (F106), 28 mai 1996	187 909	167 728
	UNeDocs: Élaboration de formulaires électroniques ONU pour les documents commerciaux, ECE-E108, 2 août 2001	122 505	73 770
	Forum international sur la facilitation du commerce et suivi, ECE-E111, 13 mars 2002	92 817	63 716
	Formation de responsables de la réglementation des pays d'Europe du Sud-Est et du Pacte de stabilité aux bonnes pratiques d'élaboration et de mise en œuvre des règlements techniques, ECE-E130, 15 octobre 2003-31 mars 2005	9 399	35 443
9. Restructuration industrielle	Développement de l'entreprise via l'Internet, ECE-E105, 25 septembre 2001	18 133	49 815
	Projet de services consultatifs concernant le marché de l'immobilier, ECE-E117, 15 juillet 2002	34 662	15 458
	Projet de coopération dans le cadre de l'Initiative de l'Europe centrale, ECE-E122, 12 juillet 2002	1 811	0

Sous-programme	Nom, code et date de création du Fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2003 ¹	2004 ²
	Industrie – Restructuration et développement, ZVB, (F104), 7 février 1994	23 557	0
Bureau du secrétaire exécutif	Colloque régional sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques économiques, ECE-E132, 1er novembre 2003-31 décembre 2004	0	34 427
Groupe de la coopération technique	Systèmes de gouvernance pour la protection de l'environnement dans le sud du Caucase, ECE-E109, 12 juillet 2002	59 417	29 685
	Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (SECI), ECE-E123, 15 juin 2002	30 141	8 113
Total		3 352 511	3 505 750

Autres sources de financement des activités opérationnelles

Sous-programme	Nom, code et date de création du Fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2003 ¹	2004 ²
3. Statistiques	Production de statistiques du développement humain et description du changement social en Europe centrale et orientale et dans la CEI (PNUD), UEB (F119), 9 janvier 2001-31 décembre 2003	37 841	0
	Évaluation statistique en Bosnie-Herzégovine (PNUD), UEB (E121), 28 mai 2002-31 décembre 2003	1 973	0
4. Analyse économique	Génération et genre: Recherche sur les comportements et la qualité de la vie (FNUAP), ZIB (F121), 1 ^{er} janvier 2000-31 décembre 2004	277 301	58 048
5. Énergie durable	Investissement dans l'efficacité énergétique – Atténuation des changements climatiques (FNUPI), QGA (A009-ECE-CIS-99-043), 9 mars 2000-31 décembre 2004	141 229	34 161
	Suppression des obstacles à la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique au Bélarus (PNUD), UEB (E114), 26 septembre 2001-31 décembre 2003	- 404	0

Sous-programme	Nom, code et date de création du Fonds d'affectation spéciale	Dépenses en dollars des États-Unis	
		2003 ¹	2004 ²
	Possibilités pour le Bélarus d'adhérer au Protocole de Kyoto: Étude de faisabilité (PNUD), UEB (E128), 1 ^{er} janvier 2003-31 décembre 2004	29 974	0
Total		487 914	92 209

¹ Dépenses de janvier à décembre 2003.

² Dépenses de janvier à octobre 2004 d'après l'état des allocations de crédit de l'ONUG au 31 octobre 2004.

³ Le Fonds d'affectation spéciale pour le projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM), ZMB (Projet F101) comprend une contribution en nature d'une valeur de 174 400 dollars pour 2004. Celle-ci correspond au coût des services de deux experts internationaux mis à disposition par la Slovaquie et la République tchèque et affectés au Bureau du projet TEM à Varsovie, ainsi que du personnel local et des bureaux fournis par le Gouvernement polonais à Varsovie.

⁴ Le Fonds d'affectation spéciale pour le projet de chemin de fer transeuropéen (TER), ZDB (Projet F103) comprend une contribution en nature d'une valeur de 174 400 dollars pour 2004. Celle-ci correspond au coût des services de deux experts internationaux mis à disposition par l'Autriche et la Roumanie, et affectés au Bureau du projet TER à Budapest, ainsi que du personnel local et des bureaux fournis par le Gouvernement hongrois à Budapest.
